

# Établissement de partenariats avec le secteur privé: obtenir des résultats dans le domaine SPS



## Partenariats offrant des solutions dans le domaine SPS

À l'échelle mondiale, les projets du STDF renforcent la capacité du secteur privé à mettre en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et à tirer avantage des possibilités commerciales. Les projets du STDF contribuent au développement du secteur privé, qui joue un rôle clé dans la commercialisation des produits de l'agriculture, le renforcement de la croissance économique et la création d'emplois et de meilleures conditions de vie, à l'appui des Objectifs de développement durable.



## Importance du secteur privé

Le secteur privé, en tant qu'acteur de premier plan dans la production et le commerce des produits alimentaires et agricoles, a un rôle crucial à jouer en matière de respect des prescriptions SPS. Un secteur privé fort aide à obtenir des améliorations des capacités SPS et à sensibiliser à l'importance d'investir dans les services de sécurité sanitaire des produits alimentaires, les services vétérinaires et phytosanitaires en tant que biens publics. Il aide à soutenir la création d'emplois et les moyens d'existence et à promouvoir la croissance économique. Dans les cas où des lacunes en matière de capacités SPS subsistent, le secteur privé complète et démultiplie les efforts du secteur public visant à faire en sorte que les exportations de produits agroalimentaires satisfassent aux prescriptions SPS des partenaires commerciaux.



Les partenariats public-privé (PPP) renforcent la mise en œuvre des mesures SPS, améliorent les résultats dans le domaine SPS, accroissent l'accès aux marchés et renforcent la compétitivité. Les recherches sur les PPP menées par le STDF et la BID soulignent que le secteur privé contribue à stimuler l'innovation, à mobiliser les connaissances et les ressources et à remédier aux insuffisances de l'infrastructure SPS.<sup>1</sup> Les conditions préalables à la réussite des PPP sont l'engagement et la confiance, une définition claire des objectifs, des responsabilités et du financement, une bonne gouvernance et la transparence, ainsi qu'un leadership de haut niveau.

## Liens du STDF avec le secteur privé

Les parties prenantes du secteur privé contribuent aux projets du STDF à titre d'organismes de mise en œuvre, de fournisseurs de financements, de compétences ou d'autres ressources, et d'intermédiaires assurant la liaison avec les petits producteurs et les petits exploitants agricoles sur le terrain. Dans les pays en développement, le secteur privé – y compris les micro, petites et moyennes entreprises privées, les agriculteurs, les producteurs et les négociants – bénéficient également des projets du STDF.



## Partenaires du STDF du secteur privé:

Agriculteurs, producteurs, coopératives • Exploitants du secteur alimentaire • Petites et moyennes entreprises • Laboratoires exploités par le secteur privé • Associations de producteurs/de négociants • Associations professionnelles • Sociétés internationales • Détaillants nationaux et internationaux

Grâce au manuel phare élaboré avec l'appui du STDF, IFIF soutient de bonnes pratiques de fabrication pour les aliments pour animaux qui sont fondées sur le Code d'usages du Codex pour une bonne alimentation animale dans l'ensemble du monde. Le manuel aide les entreprises produisant des aliments pour animaux et les parties prenantes dans les pays en développement à accroître la sécurité sanitaire et la qualité de la production d'aliments pour animaux, ce qui a apporté des avantages supplémentaires en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

**Alexandra de Athayde, Directrice exécutive, Association internationale d'alimentation animale (IFIF)**

Le projet du STDF a permis à SIAM-MAKRO de lancer un nouveau programme complet de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Avec ce système, nous avons constaté une tendance à la baisse des contaminants et des rejets détectés. Et nous sommes plus confiants à l'idée d'acheter des produits auprès de petits agriculteurs et transformateurs.

**Jutarat Pattanatorn, Assistant Director, Quality Assurance, SIAM-MAKRO, Thailand**

## Mobilisation des compétences et des ressources

### Les exportations d'épices représentent un avantage concurrentiel sur les marchés mondiaux

À Sri Lanka, le Conseil des épices, l'organisation faitière qui représente le secteur, est un partenaire clé d'un projet STDF/ONUDI visant à renforcer les capacités de production et la compétitivité de la chaîne de valeur de la cannelle et à accroître les exportations vers les marchés haut de gamme. La participation du Conseil des épices a aidé à mobiliser des financements du secteur privé et du secteur public en faveur d'une nouvelle Académie de formation pour la filière de la cannelle en vue de développer la formation professionnelle, de mettre en place de bonnes pratiques de fabrication et de soutenir la différenciation des marques.

**Résultats:** Les centres d'épluchage de la cannelle ont été modernisés pour satisfaire aux normes de fabrication • Une formation professionnelle certifiée a conduit davantage d'éplucheurs et de transformateurs de cannelle à participer • Sri Lanka enregistre actuellement la marque «Pure Ceylon Cinnamon» en tant qu'indication géographique (IG) • Marque de commerce ou de fabrique enregistrée sur les marchés haut de gamme.



Au Népal, l'Association népalaise des producteurs de gingembre et des négociants en gingembre (NGPTA) s'est associée au Centre pour les entreprises agroalimentaires de la Fédération népalaise des Chambres de commerce et d'industrie, au Ministère de l'agriculture et au Ministère du commerce, et à la FAO. Le projet du Cadre intégré renforcé/STDF a remédié à des problèmes dans le domaine phytosanitaire et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires en vue de développer la chaîne de valeur du gingembre et de promouvoir les exportations. La NGPTA a fait don d'un terrain pour une nouvelle installation de lavage du gingembre, tandis que le Centre pour les entreprises agroalimentaires a mené une série d'activités au titre du projet avec la FAO, soutenant le renforcement des capacités locales et la durabilité.

En Afrique, dans les pays de l'ASEAN et en Amérique latine, les fabricants mondiaux de pesticides et les associations du secteur des sciences végétales se sont associés dans le cadre de projets, soutenus par le STDF, l'USDA, la FAO et autres organismes, en vue de renforcer les capacités à satisfaire aux prescriptions à l'exportation liées aux pesticides pour les cultures mineures et de faciliter le commerce. Les fournisseurs mondiaux de produits de protection des cultures (Dow, Dupont, Syngenta et Sumitomo) et CropLife ont apporté des compétences en matière d'essais concernant la présence de résidus et de ressources pour enregistrer de nouveaux pesticides.

En Afrique de l'Ouest, la contribution du secteur privé a été essentielle dans quatre projets bénéficiant du soutien du STDF en vue de lutter contre la mouche des fruits. Selon une évaluation extérieure, les projets ont permis l'obtention de résultats importants et systématiques à la fois en termes de mobilisation et d'établissement de liens entre les parties prenantes du secteur public et du secteur privé au service d'un objectif commun. Au Mali, par exemple, la création d'une association professionnelle a été considérée comme cruciale pour faciliter la collaboration public-privé et traiter des questions phytosanitaires le long de la chaîne de valeur de la mangue.

En Argentine, au Brésil, au Chili, au Costa Rica, au Mexique, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay, les entreprises produisant des aliments pour animaux établissent des partenariats avec les organismes nationaux de réglementation, les services nationaux agricoles, vétérinaires et chargés de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, et avec les partenaires internationaux et régionaux dans le cadre d'un projet du STDF. Mis en œuvre par FEEDLATINA, le projet aidera à harmoniser les réglementations, à améliorer la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et à favoriser l'intégration régionale.

“ Le fait de faire partie du projet du STDF a été un grand événement pour ma société. Cela a été un tremplin pour obtenir la certification HACCP et ISO22000:2005. Cela nous a permis d'exporter des fruits et des légumes vers l'UE, le Japon et les États-Unis.

**Phan Quoc Manh Hung, ancien propriétaire, Hung Phat Joint Stock Company, Viet Nam**

“ La réussite du projet a été due à une véritable collaboration entre le secteur privé et les établissements publics. Nous avons uni nos efforts à l'appui d'un objectif commun – aider les petits producteurs à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire du chou, ce qui a accru leur accès aux marchés d'exportation régionaux.

**Mamadou Ndiaye, Coordonnateur, Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN), Sénégal**

## Promotion du développement des chaînes de valeur

### Stimuler les exportations de chou en provenance du Sénégal

**Au Sénégal**, l'Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN) a mis en œuvre un projet du STDF qui a conduit à des améliorations de la sécurité sanitaire et de la qualité du chou, développé la chaîne de valeur et accru les exportations vers les marchés régionaux. Les petits producteurs, les négociants et les organismes gouvernementaux ont œuvré avec l'association professionnelle en vue de mettre en œuvre des solutions dans le domaine SPS et de développer le secteur.



**Résultats:** Production de chou revitalisé • Accroissement des exportations de chou vers les marchés régionaux • Réduction de l'utilisation excessive ou de la mauvaise utilisation des pesticides, avec des bienfaits pour la santé publique et l'environnement • L'AUMN a été dotée de nouvelles compétences précieuses en matière de gestion de projet, de comptabilité et de négociations • Création d'un partenariat public-privé pour encourager le développement de la chaîne de valeur et reproduire l'approche du projet.

**En Thaïlande et au Viet Nam**, le soutien du STDF a été l'élément catalyseur d'un partenariat, sous la houlette de l'Université d'État du Michigan et des universités locales, en vue de développer et de mettre en place une approche fondée sur les compétences pour la formation en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires dans les chaînes de valeur de certains fruits et légumes. Des liens étroits avec le secteur, les détaillants et le gouvernement, y compris le partage des coûts, ont accru l'impact du projet et assuré la durabilité. Une évaluation extérieure a constaté que le projet avait eu des «effets significatifs et durables qui se sont traduits par l'amélioration de la gestion des risques en matière de sécurité alimentaire dans les chaînes de fruits et légumes», soulignant «une amélioration de l'accès aux marchés, une hausse des revenus et une diminution des refus d'exportation».

**Au Guatemala**, l'Association nationale des exportateurs (AGEXPORT), a mis en œuvre un projet du STDF visant à établir un mécanisme de certification HACCP accrédité pour les confitures et gelées, qui a amélioré la sécurité sanitaire et accru l'accès aux marchés en dehors de l'Amérique centrale. AGEXPORT a élaboré un programme d'enregistrement HACCP volontaire, qui a été officiellement reconnu par le Ministère de la santé.

**Au Nigéria**, l'Association des producteurs de graines de sésame et l'Association des producteurs de noix de karité ont participé à un partenariat public-privé qui a amélioré la sécurité sanitaire et la qualité des graines de sésame et du beurre de karité à des fins d'exportation vers des marchés à forte valeur ajoutée. Le gouvernement et les parties prenantes du secteur ont travaillé conjointement avec l'ITC dans le cadre du projet du STDF afin de mettre en place des systèmes de contrôle de la qualité et des plans en matière de traçabilité, et d'établir des sites de transformation, avec l'appui de coopératives locales et d'investisseurs privés, ce qui a également procuré des avantages aux petits exploitants agricoles.

**En Côte d'Ivoire, en Guinée, en Mauritanie et au Sénégal**, les parties prenantes du secteur de la pêche artisanale bénéficient d'un projet du STDF visant à promouvoir le renforcement des capacités SPS en guise de tremplin permettant d'élargir l'accès aux marchés. Grâce à la formation, les petits pêcheurs, les grossistes et les fumeurs de poissons améliorent leurs connaissances et leurs compétences en ce qui concerne la mise en œuvre de bonnes pratiques en matière de sécurité sanitaire et de qualité des produits alimentaires. Les possibilités d'améliorer le secteur par l'intermédiaire de partenariats, d'investissements et du transfert de technologie sont à l'étude.

## La vision du STDF

Le STDF œuvre à la réalisation des Objectifs de développement durable grâce à sa vision:

Promouvoir une croissance économique durable, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement dans les pays en développement



## Facilitation d'un commerce sûr

### Inciter les professionnels à passer aux certificats phytosanitaires électroniques (ePhyto)

Les partenaires du secteur privé jouent un rôle crucial pour guider les travaux dans le cadre d'un projet du STDF visant à établir un cadre mondial pour la certification phytosanitaire électronique afin de faciliter un commerce sans risque, sûr et efficace des végétaux et des produits végétaux. La solution mondiale «ePhyto» permettra à un plus grand nombre d'exportateurs de demander des certificats phytosanitaires sous forme électronique aux autorités gouvernementales, ce qui réduira les coûts de transaction. Le projet fait fond



sur les données d'expérience du secteur privé en matière de transmission électronique de données dans le domaine de la logistique et du commerce.

**Expériences:** Des associations professionnelles, sous l'égide de la Coalition internationale du commerce des céréales, ont créé un Groupe consultatif pour guider le développement de la solution ePhyto • Des sociétés du secteur privé unissent leurs efforts pour mener des essais pilotes, adapter et perfectionner la solution ePhyto avant qu'elle ne soit transposée à plus grande échelle.

**En Ouganda,** les producteurs et exportateurs de fleurs se sont associés au gouvernement pour renforcer les capacités en vue d'améliorer le respect des normes phytosanitaires internationales et les prescriptions de l'UE et de réduire le nombre d'envois rejetés. L'Organisation nationale de protection des végétaux et l'Association des exportateurs de fleurs ougandais se sont engagés à renforcer et à poursuivre leur collaboration par l'intermédiaire d'un nouveau partenariat public-privé afin de développer la production et les exportations de fleurs.

**En Indonésie, en Malaisie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée,** des négociants agricoles locaux, CropLife et Mars Incorporated, l'un des plus grands fabricants de produits de marque, se sont associés aux Offices du cacao, aux autorités de réglementation, au CABI, à l'Organisation internationale du cacao, et à d'autres partenaires dans le cadre d'un projet du STDF. Le projet a aidé les petits producteurs de cacao à gérer les parasites et les maladies plus efficacement, à améliorer la sécurité sanitaire et la qualité, à réduire au minimum les niveaux de substances nocives et à garantir un accès continu aux marchés d'exportation.

**En Afrique de l'Ouest,** le secteur privé a participé à un projet du STDF visant à renforcer les capacités à respecter les prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et les prescriptions phytosanitaires dans la chaîne de valeur du cacao et à améliorer l'accès aux marchés. L'association professionnelle du secteur, CropLife, a organisé une formation à l'intention des négociants en pesticides, des membres des coopératives et des agriculteurs concernant les bonnes pratiques en matière d'utilisation et de gestion des pesticides, ainsi que des séances ciblées à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux sur les mesures de lutte contre la contrefaçon et la détection des substances de contrefaçon, obsolètes et interdites.

**L'Association internationale d'alimentation animale (IFIF)** a mis en œuvre un projet consistant à élaborer un Manuel de bonnes pratiques pour l'industrie de l'alimentation animale en partenariat avec la FAO et les associations professionnelles de l'alimentation animale en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, aux États-Unis et en Europe. Une formation ciblée à l'intention des producteurs, des fabriques d'aliments pour animaux et des autres entreprises intervenant dans la production et la distribution a aidé ces derniers à respecter le Code d'usages du Codex pour une bonne alimentation animale.